VIRAGE express

Édition spéciale

FORT ATTENDUE

Cette rencontre des directions générales des commissions scolaires sur le thème du curriculum était attendue!

La période d'appropriation est en cours depuis plusieurs mois, il est vrai, et la plupart des directions générales ont confié au personnel de leurs services éducatifs le soin de participer aux rencontres nationales qui se sont déjà tenues sur le sujet. Mais c'est l'ensemble du personnel des commissions scolaires et des écoles (au premier chef, les directions et les membres du personnel enseignant) qui doit adhérer à la réforme. Cela se fera d'autant plus facilement que tous et toutes sentent une adhésion ferme de leurs directions générales, qu'ils peuvent compter sur leur leadership d'orientation et de soutien.

Bien sûr, pour adhérer à une réforme, il faut en saisir le sens, tout en n'en sous-estimant pas la complexité. Assurer une compréhension univoque des assises et des enjeux de la réforme était précisément l'un des grands objectifs de la rencontre du 7 juin, l'autre étant de donner au Ministère l'occasion d'entendre ce que les directeurs généraux et directrices générales avaient à dire sur la question. Dans les deux cas, on peut dire : **« Mission accomplie! »** ■

UNE RENCONTRE théorique

M. Jean Verlez et M^me^ Lucie Bélanger, de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke, ont présenté la cadre théorique qui sous-tend cette réforme. À leurs yeux, il faut s'assurer, comme c'est le cas pour toute réforme d'envergure, que les changements souhaités tiennent compte de l'expérience du passé. C'est en s'appuyant sur ce qui a été réalisé, ou du moins tenté, que l'on peut faire un pas en avant!

Ainsi, une comparaison entre le livre orange ***L'école québécoise*** et le rapport Corbo ***Préparer les jeunes au 21^e^ siècle*** a permis de mettre en lumière les grands changements qui sont survenus en quinze ou vingt ans.

L'objectif d'alors, celui de donner accès aux études à

2007-02767/

un plus grand nombre de jeunes, a en bonne partie été atteint. Le nouveau défi consiste à donner à tous et à toutes des chances égales de réussite. En outre, on insiste aujourd'hui sur un équilibre entre les trois fonctions de l'école, instruire, socialiser et qualifier.

Que signifiera la réforme actuelle à l'école? Que l'enfant sera amené à prendre en charge ses apprentissages, l'équipe éducative étant là pour l'aider, pour l'accompagner dans cette démarche. Cela suppose que l'on parvienne à définir un véritable lieu d'intégration des apprentissages. Les conditions pour y parvenir? Une vision globale partagée par l'ensemble des acteurs et des actrices en cause; un travail d'équipe; une gestion participative; une planification souple.

Les directions générales dans tout cela? Elles doivent notamment parvenir à organiser la formation continue du personnel et réussir à susciter des projets d'équipe. ■

DIRECTIONS GÉNÉRALES

Les directions générales sont des artisans incontournables de la réforme, elles doivent lui donner un élan, une impulsion dans leur milieu, et ce, à la faveur d'un plan d'action établi pour chaque commission scolaire.

Il revient au premier gestionnaire de chaque commission scolaire de faire connaître sa vision, d'être le « premier enseignant », d'être au besoin un « accélérateur » ou un « réactiveur », sans oublier la définition de stratégies pour contrer l'inévitable résistance au changement. D'un point de vue pédagogique, les directions générales sentent qu'elles doivent aider les élèves à se responsabiliser, à rendre signifiants leurs apprentissages. En somme, elles se qualifient de plus en plus de gestionnaires pédagogiques.

Comment s'y prendre pour assurer le succès de la réforme du curriculum? Au préalable, il faut que les directeurs généraux et directrices générales s'en approprient l'esprit et adhèrent à ses grands principes. Ensuite, ils doivent susciter l'engagement de leur milieu immédiat dans un esprit de gestion participative. Il leur faut miser sur une véritable synergie et rechercher la cohérence des actions de chacun et de chacune. Une attention particulière doit être accordée aux conseils d'établissement, qu'il faudra forcément animer, et au personnel enseignant, qui est encore un peu en attente. La situation est encore plus délicate pour le secondaire, puisqu'on ne sent pas l'urgence d'agir à cet ordre d'enseignement; peut-être des équipes du primaire pourraient-elles travailler à préparer la « contagion » vers le secondaire?

Les attentes à l'égard des directions générales varient selon les acteurs et les

actrices en cause. Par exemple, le personnel enseignant s'attend à ce qu'une grande attention soit portée au recrutement du personnel par les directions d'école et à ce que l'expertise des enseignantes et enseignants soit reconnue. Les directions d'école souhaitent se sentir appuyées, soutenues et accompagnées, dans le respect de leur propre leadership. Le personnel des services éducatifs doit être mis au service des directions d'école. Quant aux membres du conseil des commissaires, ils doivent pouvoir faire confiance à leur direction générale afin de prendre leurs décisions de façon éclairée. Leur mobilisation favorisera une harmonisation de leur travail à la dynamique en cours.

L'école est désormais le centre du réseau scolaire, ce qui fait évidemment de sa direction une pièce maîtresse. Cette autonomie doit être reconnue et alimentée. L'information doit circuler et il faut favoriser une appropriation et une compréhension, dans chaque établissement, des enjeux de la réforme ainsi que de ses contenus. Les initiatives « locales » doivent être possibles; par exemple, une école pourrait vouloir se donner un plan de formation qui lui est propre. Dans tout cela, la concertation de tous les acteurs et les actrices ainsi que de tous les membres du personnel est primordiale.

Des écueils à éviter? Les directions générales ont pu en définir de nombreux : se contenter d'un accompagnement à distance; ne pas planifier; ne pas évaluer; ne pas valoriser les membres de l'équipe; ne pas respecter le rythme naturel des personnes en cause; miser sur une approche trop scolarisante, purement informative, par exemple en préparant une trousse prédéfinie; s'en remettre à des « gourous »; attendre un message venant « d'en haut »; ou alors, laisser toute la corde à l'école pour qu'elle se pende!

En somme, pour une direction générale, toutes les tribunes sont bonnes et il faut saisir la moindre occasion de parler de la réforme.

En conclusion de cet atelier, M. Yves Archambault, de la Commission scolaire de Montréal, a rappelé à ses collègues : « Le nouveau curriculum préconise une conception de l'apprentissage définie en termes socio-constructivistes : nous construisons en groupe, en coopération, notre savoir. Voilà comment, dans chacune de nos commissions scolaires, nous devons construire un nouveau savoir et implanter le nouveau curriculum. Nos façons traditionnelles de faire, structurées à partir d'une conception traditionnelle du savoir, n'ont pas eu le succès espéré dans l'implantation des programmes de 1979 et ne sauraient constituer, en 1999, une option gagnante. »

Les stratégies d'implantation de la réforme

À l'occasion du second atelier, M^me^ Pâquerette Gagnon, de la Commission scolaire de la Riveraine, a présenté la séquence des opérations dans son milieu. Trois étapes doivent, selon elle, être franchies : une appropriation de la réforme, qu'il faut d'abord bien comprendre, une structuration des actions et une information intelligente.

À chaque réunion, la réforme est à l'ordre du jour, de sorte qu'elle devienne un enjeu important pour toute l'organisation. La réforme a d'ailleurs amené la mise en place d'un certain nombre de comités (services éducatifs-directions d'école, comité de « repositionnement », comité mixte permanent, groupe de liaison pour le primaire...) Du côté des équipes-écoles, on sent un intérêt grandissant à mesure qu'une véritable prise en charge s'opère. D'ailleurs, il est prévu que toutes les équipes reçoivent l'information et la documentation nécessaires d'ici la fin de juin. En outre, cette commission scolaire ➤

aura son propre bulletin sur le curriculum, qui sera destiné aux parents.

Les directions générales ont ensuite discuté des actions à élaborer pour que la prochaine année soit placée sous le signe de la réforme. Les moyens évoqués vont de démarches administratives (constituer des équipes-ressources, rencontrer les acteurs et les actrices en cause, etc.) à différentes actions de communication (vidéo, publicité, publications...)

Les directions générales ont-elles avantage à se soutenir l'une l'autre dans leur travail de pilotage de la réforme? Certaines le font déjà, sur une base régionale. Différentes pistes ont été évoquées pour faciliter cette mise en commun : l'utilisation interactive du site Internet Virage; des discussions en table régionale; la mise en place de groupes coopératifs; et, de façon générale, un accent à mettre sur la fonction communication.

Par ailleurs, parmi les éléments concrets qui pourraient contribuer à une implantation réussie de la réforme, mentionnons la publication d'indicateurs, la préparation d'instruments thématiques à l'intention des écoles (sur l'évaluation, sur les cycles, etc.), l'élaboration d'outils d'autoévaluation, le développement de l'interactivité dans le site Internet, etc. ■

À la fin de la journée, le sous-ministre adjoint à l'éducation préscolaire et à l'enseignement primaire et secondaire, M. Robert Bisaillon, s'est dit ravi de constater que la réforme du curriculum aura de nombreux pères et de nombreuses mères! La présidente de l'ADIGECS, M^me^ Diane Provencher, a assuré que les directions générales poursuivraient leur réflexion et leurs travaux sur la réforme du curriculum, la rencontre de novembre prochain étant particulièrement propice à un premier bilan, tout provisoire soit-il.

La journée a été un succès, comme le confirme l'analyse des questionnaires d'évaluation remplis par environ la moitié des participants et des participantes. Toutes les activités ont reçu, par d'importantes majorités, des cotes de 4 ou de 5 (les plus élevées) et on ne compte à peu près aucune cote de 1 ou de 2 (les plus faibles).

Fait révélateur : on réclame largement l'organisation d'autres rencontres, que ce soit selon la formule du 7 juin ou selon d'autres formules. Cela démontre bien la pertinence d'ainsi mettre en commun idées, expériences ou préoccupations!

Virage express est une publication du Secteur de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire
Robert Bisaillon
Sous-ministre adjoint

L'équipe de Virage express :
Marie-France Benes, Esther Blais, Jean-Yves Daigle, Jocelyne Drouin, Marjolaine Drouin, Maude Fortin, Colette Grenier, Michel Martel, Denise Thériault, Hubert Tremblay

Ont collaboré à la publication de Virage express :

La Direction de la formation générale des jeunes
Margaret Rioux-Dolan, directrice
Claude Giroux, directeur adjoint

La Direction des communications
Daniel Legault, directeur

La Direction des ressources matérielles
Daniel Caron, directeur
Francine Bélanger, responsable des services linguistiques

Conception graphique :
Les Oranges Bleues

Photographe :
Gil Jacques

Impression :
Les impressions Intra Média

Distribution :
Ministère de l'Éducation

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Éducation